

بِسْمِ اللَّهِ الرَّحْمَنِ الرَّحِيمِ

**Un regard sur l'actualité**

15/05/2026

**La Knesset de l'entité sioniste a adopté une loi prévoyant la peine de mort pour ceux ayant participé à l'attaque du 7 octobre**

La Knesset de l'entité sioniste a adopté, dans la soirée du 11/05/2026, une loi prévoyant la création d'un tribunal militaire afin de juger des centaines de combattants palestiniens détenus, accusés d'avoir participé à l'attaque menée contre l'entité sioniste le 7 octobre 2023. Ces personnes sont accusées d'avoir commis des crimes contre le peuple juif. La loi prévoit également l'application de la peine de mort contre les accusés. Il est attendu que ces tribunaux ne soient que des procès de façade, suivis de l'exécution des condamnations à mort visant environ 200 à 300 accusés jugés sous cette accusation.

La Knesset de l'entité sioniste avait déjà adopté, le 30/03/2026, une loi prévoyant la peine de mort contre environ 10 000 prisonniers palestiniens qu'elle détient. Comme on le sait, nombre de ces prisonniers meurent lentement dans les prisons à cause de la torture, de la malnutrition, des maladies, ainsi que de l'absence de soins et de médicaments.

De tels crimes juifs commis contre les fils du peuple musulman palestinien ne secouent nullement les dirigeants des pays musulmans et ne suscitent chez eux aucun sentiment de dignité les poussant à secourir leurs frères. C'est pourquoi ils ne déclarent pas le jihad contre cet ennemi criminel. Bien au contraire, les régimes favorables à la normalisation — tels que l'Égypte, la Jordanie, le Maroc, les Émirats arabes unis, Bahreïn, la Turquie et l'Azerbaïdjan — continuent d'entretenir des relations diplomatiques et commerciales avec cet ennemi qui a usurpé les terres bénies et inflige les pires supplices à leur peuple.

-----

**Les forces de l'entité sioniste poursuivent leurs violations du territoire syrien**

L'agence de presse syrienne a rapporté que les forces colonisatrices « israéliennes » sont entrées, le mercredi 13/05/2026, dans le village de Sayda al-Jawlan, situé dans le sud de la périphérie de Qouneitra. Le rapport indique qu'une force composée de plusieurs véhicules militaires est entrée dans le village, a mené des fouilles dans certaines maisons, déployé ses éléments entre les habitations, puis s'est retirée de la région.

Alors que les raids contre les habitations et les violations dans cette région se poursuivent de la part de l'entité sioniste, le régime syrien dirigé par Ahmad al-Shara ne prend aucune mesure, comme si ces événements ne le concernaient pas.

Les informations ont également indiqué que « *cette violation s'inscrit dans le cadre des agressions de "Israël" contre la souveraineté syrienne, devenues presque quotidiennes ces derniers mois* ». Ces agressions comprennent des raids contre les habitations, des fouilles, l'établissement de points de contrôle ainsi que l'arrestation de civils, parmi lesquels des enfants et des bergers.

La position faible affichée par Ahmad al-Shara a encouragé l'entité sioniste à poursuivre ses violations. Il a même clairement montré son désir de conclure la paix avec cette entité criminelle qui occupe des territoires jusqu'aux frontières de Damas. Dans une précédente déclaration, il avait affirmé : « *Les négociations avec Israël ne sont pas dans une impasse ;*

*cependant, elles progressent extrêmement difficilement en raison de son insistance à maintenir sa présence sur le territoire syrien. » (Agence Anadolu, 16/04/2026)*

Dès le premier jour où il a été porté au pouvoir le 08/12/2024 avec le soutien de la Turquie et de l'Amérique qui se tient derrière elle, Ahmad al-Shara a manifesté son attitude de soumission face aux attaques de l'entité sioniste. Dans une capitulation lâche, il a déclaré : « *Nous sommes épuisés.* »

Le ministre des Affaires étrangères Asad al-Shaybânî a également déclaré : « *Israël menace la Syrie depuis un an et demi et œuvre à sa déstabilisation... Dès le premier jour, nous avons affirmé notre attachement à l'Accord de désengagement des forces de 1974 et notre volonté de réactiver le rôle de la Force des Nations unies chargée d'observer le cessez-le-feu (UNDOF)... Nous avons mené des négociations sous le parrainage de l'Amérique. Car la Syrie souhaite se concentrer sur la reconstruction, la stabilité et la mise en place d'un environnement sûr pour le retour des Syriens.* »

Ceux qui dirigent le régime pensent que la reconstruction, la stabilité et la sécurité seront obtenues par la réconciliation avec l'entité sioniste et la soumission à celle-ci. Pourtant, ils ne comprennent pas qu'ils continueront ainsi à vivre humiliés sous le joug de cet ennemi, comme cela est arrivé à l'Autorité palestinienne. Ils ont préféré la vie d'ici-bas et se sont opposés au jugement de l'Islam qui ordonne aux musulmans de mener le jihad afin de défendre leur religion, leurs vies, leurs terres et leur honneur. Ils ont ainsi oublié la parole d'Allah تعالى :

**« Ô vous qui avez cru ! Qu'avez-vous donc à rester cloués au sol lorsque l'on vous dit : "Partez combattre dans le sentier d'Allah" ? Vous êtes-vous satisfaits de la vie présente au détriment de l'au-delà ? Pourtant, la jouissance de la vie présente est bien peu de chose comparée à l'au-delà. Si vous ne partez pas au combat, Allah vous châtierra d'un douloureux châtiment et vous remplacera par un autre peuple. Vous ne Lui causerez aucun tort. Et Allah est capable de toute chose. » (At-Tawba, 38-39)**

-----

### **Les Émirats arabes unis cherchent à écouler en Syrie une marchandise corrompue sous le nom de « renouvellement du discours religieux »**

Le site « Sawt al-Imarat » ainsi que plusieurs autres sites d'information ont publié, le 13/05/2026, des informations faisant état de discussions entre les Émirats arabes unis et la Syrie sous le nom de « *développement du discours religieux* » et de « *mise à jour des fatwas islamiques conformément aux exigences de l'époque* ».

Ces discussions ont eu lieu lors d'une rencontre à Damas entre le président de l'Autorité générale des affaires islamiques, des waqfs et de la zakât des Émirats, le Dr Omar al-Dar'i, et le mufti syrien Cheikh Oussama al-Rifa'i. Le rapport précise que « *les deux parties ont discuté du renforcement de la coopération concernant la publication de fatwas modérées soutenant la cohésion de la société et combattant les idées extrémistes menant à la division et à la haine* ».

Le site a également rapporté que « *la rencontre s'est conclue en soulignant que le discours religieux modéré constitue une garantie fondamentale pour consolider la stabilité et renforcer le respect mutuel* ».

Ces dernières années, les appels à « la modération », au « renouvellement du discours religieux », à la « lutte contre l'extrémisme » et à « l'appel à la modération » ont également été relayés par le président égyptien Sissi et le président turc Erdoğan. Aujourd'hui, les mêmes

appels sont repris par les Émirats arabes unis, qui cherchent à les imposer au nouveau régime syrien.

Il s'agit en réalité d'un ancien appel occidental perfide. L'une de ses idées les plus marquantes consiste à faire accepter les divisions coloniales des terres islamiques sous le nom de « nationalisme ». Il appelle également au respect des régimes actuels qui n'appliquent pas l'Islam — en particulier ceux qui affichent leur loyauté envers l'Amérique et les États colonisateurs occidentaux —, à l'obéissance envers les dirigeants, ainsi qu'au fait de ne pas leur demander de comptes pour leurs injustices.

Par ailleurs, l'acceptation de la normalisation avec l'entité sioniste, le fait de considérer les Juifs et les chrétiens comme croyants au même titre que les musulmans sous le nom de « religion abrahamique », l'empêchement des appels au jihad pour la libération de la Palestine et le secours aux musulmans à travers le monde, la répression des appels à l'application des règles shar'î et à l'établissement du Califat, ainsi que le respect des lois de koufr en vigueur et l'absence de dénonciation des péchés, de la dépravation et de la perversité propagés par ces régimes corrompus, font également partie des fondements de cet appel.

**Rédigé pour le Bureau central des médias du Hizb ut-Tahrir**

**Esad Mansur**